

Article

« Progrès et écueils de la science économique »

Edmond Malinvaud

L'Actualité économique, vol. 66, n° 1, 1990, p. 5-13.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/601516ar>

DOI: 10.7202/601516ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

PROGRÈS ET ÉCUEILS DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE*

Edmond MALINVAUD

Chaire d'analyse économique

Collège de France.

En cette occasion nos réflexions se portent naturellement vers l'évolution de la science économique. Trente ans, c'est une durée permettant un recul suffisant pour qu'apparaissent les tendances principales. L'honneur qui m'est fait aujourd'hui me porterait même à prendre une référence un peu plus ancienne, celle de mes débuts comme économiste, quelques dix années plus tôt.

Une évidence saute aux yeux : le volume de la production scientifique en économie a crû considérablement, qu'il s'agisse de théories, d'applications ou de méthodes. Mais nous ne devons pas nous y arrêter, car le problème consiste surtout à savoir quelle efficacité a cette production vis-à-vis des finalités de la discipline : comprendre et maîtriser les phénomènes économiques. Or, par rapport à nos espérances d'autrefois, nous ne constatons pas que des succès ; nous devons aussi être conscients de ce que nous avons encore mal réussi à surmonter certains écueils. Où sont les progrès les plus déterminants ? À quoi tiennent les échecs ? Telles sont les deux questions qu'il nous faut considérer successivement, en insistant surtout sur l'étude des défis les plus sérieux qui nous confrontent.

I. PROGRÈS FONDAMENTAUX

Au cours des dernières décennies, les progrès les plus profonds ont, ce me semble, concerné d'une part l'unité et la pertinence opératoire de la théorie économique, d'autre part la compréhension du rôle que l'observation organisée doit jouer dans notre discipline.

1. *Unification et diversification*

L'idéal pour toute science serait d'être parfaitement unifiée dans ses théories fondamentales, mais d'être aussi parfaitement opératoire dans tous les domaines d'application relevant d'elle. Ce deuxième objectif exige que les théories fondamentales fassent l'objet de prolongements diversifiés, chacun étant bien adapté à un domaine particulier d'application et mettant en oeuvre une spécification plus

* Allocution prononcée le 14 avril 1989 à l'Université de Montréal après la remise du doctorat honoris causa, lors de la cérémonie du XXXe anniversaire du Département de sciences économiques.

précise des éléments figurant dans les théories générales. Progresser vers cet idéal suppose une unification au niveau des principes et une diversification des prolongements. Prenant du recul, nous pouvons constater que ce double mouvement est à l'oeuvre en économie.

L'unification accompagne l'effort de rigueur qui consolide théories et raisonnements en les faisant reposer sur des fondements sûrs et bien explicités, effort qui fait souvent apparaître la diversité des présupposés implicites retenus dans divers types d'applications. L'unification se manifeste ainsi dans la théorie microéconomique des prix et de l'allocation des ressources qui a réussi à couvrir en un ensemble rigoureusement organisé des analyses relevant autrefois tantôt de cette théorie, tantôt de celle du capital ou de celle du risque, tantôt de l'économie publique, etc.

L'unification se manifeste plus encore entre cette théorie des prix et les théories macroéconomiques de l'emploi, de l'inflation et des fluctuations du mouvement des affaires. Il y a trente ans, on ne pouvait manquer d'être sensible à l'absence de cohérence entre les enseignements théoriques dits respectivement de microéconomie et de macroéconomie. Certes, les débats des années trente et quarante avaient bien montré que le manque d'harmonie entre ces deux points de vue devait provenir de suppositions différentes quant à la flexibilité ou la rigidité de certains prix et taux de rémunération. Mais les choses restaient vagues. Or le pont a été fait au cours des vingt dernières années par la conjonction des développements théoriques concernant d'un côté l'équilibre général à prix fixes, de l'autre la spécification de l'équilibre temporaire macroéconomique.

Le mouvement conjoint d'approfondissement, de consolidation et d'unification s'est accompagné d'un développement considérable de branches particulières, spécialisées chacune dans l'étude de certains phénomènes et de certaines questions. Ces branches tendent à être de mieux en mieux cohérentes avec le tronc commun des théories fondamentales, mais aussi de mieux en mieux opératoires pour les problèmes spécifiques relevant d'elles.

Illustrer cette affirmation pourrait nous retenir longtemps si nous en avons le loisir. Pour être bref, je dois me limiter à trois exemples, présentés d'ailleurs de manière trop allusive. La théorie du commerce international ne s'en tient plus aujourd'hui au phénomène sur lequel elle avait longtemps concentré son attention, à savoir la diversité dans la composition des ressources primaires à la disposition de chaque pays. Elle est devenue beaucoup plus opératoire en traitant du commerce des produits manufacturés grâce à des modèles abstraits où les spécialisations nationales portent sur les caractéristiques de produits qui ont potentiellement une très grande diversité.

L'économie industrielle ne s'en tient plus à la définition de quelques concepts et grandeurs grâce auxquels on avait pu commencer à observer et étudier avec quelque précision les structures, les conduites et les performances des entreprises, et plus généralement celles du secteur productif. Elle a diversifié concepts et mesures, multiplié les modes d'analyse et retrouvé dans son effort de recherche théorique la théorie générale des prix et de l'allocation des ressources, qu'elle prolonge grâce à des modèles adaptés aux questions la concernant.

L'étude des politiques macroéconomiques, certes toujours conçue comme prolongeant la théorie des phénomènes, ne s'en tient plus aux quelques opérations élémentaires dont Tinbergen avait clarifié la nature il y a plus de trente ans. Elle examine aujourd'hui des aspects aussi divers que ceux résultant de l'objectif d'une régulation durable, de la nécessité d'une bonne crédibilité ou du souci d'une coordination internationale. Elle est ainsi devenue une véritable branche de la macroéconomie.

2. *Modélisation et induction*

Il est banal de dire que toute science se construit par va-et-vient entre induction et déduction et que chaque science est amenée à organiser les rapports entre observation et modélisation de la façon la plus adéquate à son domaine d'étude. Au cours des dernières décennies, les économistes ont beaucoup appris à cet égard et en sont arrivés à des conceptions bien différentes de celles d'autrefois.

Quand j'étais jeune je pouvais constater une incompréhension mutuelle entre trois groupes d'économistes. Une majorité acceptait sans hésiter la thèse exprimée par L. Robbins¹ selon laquelle «en économie, les constituants premiers des généralisations fondamentales nous sont connus immédiatement» et «la validité d'une théorie particulière est une affaire de démonstration logique à partir des hypothèses retenues», qu'ainsi l'économie est une branche de la logique, une façon de penser. À cette majorité s'opposait depuis longtemps un courant d'économistes empiristes qui refusaient de se lier à quelque vision théorique que ce soit et pensaient devoir trouver directement dans l'observation les caractéristiques des phénomènes économiques. Depuis 1930 existait enfin le mouvement des économètres qui prétendait traiter les observations dans le cadre de théories préspecifiées ; mais ce mouvement était lui aussi minoritaire et mal compris, comme en témoigne le scepticisme de Keynes à son égard², un scepticisme d'autant plus révélateur qu'il émanait d'un économiste qui était considéré à l'époque comme non conventionnel, qui ne répugnait pas à avancer des ordres de grandeurs pour les effets macroéconomiques dont il parlait et qui fut influent pour installer dans l'administration anglaise une équipe de comptables nationaux et d'économètres.

Par rapport à cette situation qui prévalait encore indiscutablement il y a quarante ans, les choses ont bien changé. Ceci s'est fait en deux phases. D'abord, les économètres se sont imposés et leur conception des rapports entre observation et modélisation a réussi à dominer sans partage dans notre discipline. Puis au cours des quinze dernières années, on en est venu à reconnaître une certaine pertinence aux idées qui inspiraient d'un côté les empiristes, de l'autre le courant majoritaire d'autrefois.

1. L. Robbins, *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, Paris 1947, Librairie de Médecis ; traduction d'un ouvrage paru en 1935.

2. Voir sa revue des travaux menés par Tinbergen pour la modélisation économétrique des fluctuations conjoncturelles : J.-M. Keynes, «Official papers : the statistical testing of business cycles theories», *Economic Journal*, September 1939.

Rétrospectivement on comprend le succès des économètres : ils ne faisaient que plaider pour l'application dans notre discipline de principes qui s'imposaient alors dans toutes les sciences et constituaient les fondements de la statistique mathématique.

Ce succès fut aidé par deux circonstances. D'une part, le développement des systèmes statistiques et des comptabilités nationales apportera un ensemble de données toujours plus nombreuses et beaucoup moins pauvres que celles existant autrefois. D'autre part, les économètres réussirent pour leurs besoins à adapter les procédures usuelles de la statistique mathématique et à en créer de nouvelles ; l'enseignement de ces techniques et le renouvellement des générations contribuèrent à la reconnaissance des potentialités de l'économétrie.

Mais conscients du bien-fondé de leur position, les promoteurs de la nouvelle méthodologie l'avaient exprimée sans nuance et même avec dogmatisme. On comprit peu à peu que la pratique ne pouvait pas se conformer entièrement aux principes affichés. Le modèle adopté comme cadre pour l'induction ne pouvait pas être tenu pour sûr et, surtout, cette induction était habituellement précédée d'une recherche exploratoire sur les caractéristiques descriptives de la base de données, recherche dont la méthodologie officielle ignorait à tort l'existence et qui cependant devait être recommandée. On assista alors à quelques querelles entre les fidèles de la méthodologie enseignée et les adeptes d'analyses des données s'effectuant notamment sous la forme d'autorégressions vectorielles. Aujourd'hui on doit reconnaître l'utilité de la phase d'analyse des données, habituellement préliminaire à une induction classique selon les techniques antérieurement établies ou selon des techniques nouvelles d'une nature analogue. Ainsi l'exploration empirique, qui n'avait d'ailleurs jamais disparu, a retrouvé chez nous une place honorable.

De même est-on amené aujourd'hui à reconnaître une part de vérité aux idées ayant conduit certains, tels L. Robbins, à affirmer que la base factuelle de la théorie économique nous serait « connue immédiatement » sans le recours à des données statistiques. Certes, la thèse est fautive, exprimée ainsi, car les théories qui font abstraction de ces données restent trop peu spécifiques pour répondre aux questions qui nous sont posées. Mais il est vrai que la base factuelle de l'économie ne se réduit pas aux statistiques, aux informations historiques et autres observations globales ; elle comprend aussi tout ce que nous pouvons savoir directement des mobiles des comportements économiques humains, des finalités des entreprises et autres institutions créées par des êtres humains, des contraintes qui s'imposent aux divers agents, etc. Comme les phénomènes économiques sont complexes et sauf exception ne se prêtent pas à des expériences scientifiques, la modélisation préalable à l'induction joue en économie un rôle assez original.

II. ÉCUEILS

Malgré les indéniables progrès et la maturité dont témoigne notre discipline nous devons aussi constater bien des déceptions par rapport à nos espoirs. Elles tiennent toutes à la difficulté de la connaissance objective des phénomènes qui nous

concernent. Les évoquer, ainsi que je vais le faire maintenant, ne sera pas considéré, je l'espère, comme malséant en cette occasion, mon intention étant d'identifier les défis que nous devons garder présents à l'esprit quant nous choisissons nos programmes de recherche. Je vais donc me permettre de commenter successivement cinq propositions, exprimant autant de défis à affronter.

1. *L'économie est mal maîtrisée*

Dans l'après-guerre, la croyance s'était peu à peu répandue selon laquelle la compréhension de l'évolution conjoncturelle avait assez progressé pour donner aux pouvoirs publics les moyens d'éviter les crises et le chômage massif. De même, on avait confiance dans la possibilité qu'aurait eu tout pays d'assurer sa croissance, elle-même génératrice du développement, un développement dont bénéficieraient toutes les couches de la société. Malgré quelques positions dissonantes, cet optimisme était largement partagé. Je n'ai pas besoin d'épiloguer sur le fait que la suite, surtout les événements des deux dernières décennies, n'a pas cadré avec la vision de l'époque.

Certes, les désordres de l'économie mondiale, les politiques suicidaires menées dans quelques pays pauvres et les politiques de facilité adoptées dans nombre de pays riches ont leur part de responsabilité, qu'on ne saurait imputer à la science économique. De même, l'optimisme n'était pas impliqué par les résultats établis objectivement alors, de sorte que son abandon n'a aucune conséquence nécessaire sur le corps de nos théories.

Néanmoins la profession des économistes, d'ailleurs flattée par la compétence qui lui était attribuée, n'a su ni prendre ses distances vis-à-vis d'une vision trop simpliste dont elle aurait dû se méfier, ni avertir les opinions publiques et les gouvernements de la profondeur de la crise qui apparut dans les années soixante-dix, ni proposer une stratégie cohérente pour y faire face. Tel ou tel économiste a bien à l'occasion exprimé un message juste, mais sans que celui-ci ait alors reçu un soutien clair de l'ensemble de ses pairs. La profession doit donc plaider coupable.

Quelles conclusions tirer de cette aventure ? J'en vois deux principales. En premier lieu, notre effort de rigueur ne doit pas porter uniquement sur la théorie formalisée et sur l'application de procédures économétriques adéquates ; il doit aussi concerner l'interprétation que nous donnons de nos résultats. À cet égard nous avons de mauvaises habitudes. Il est trop fréquent de constater qu'au stade ultime de l'interprétation le chercheur perde toute retenue et exagère grossièrement la portée de ce qu'il a établi. L'interprétation est certes opportune et des conjectures y trouvent naturellement leur place ; mais, d'une part, elles doivent être annoncées comme telles et, d'autre part, elles doivent rester sinon modestes, au moins raisonnables dans leurs ambitions, faute de quoi elles deviennent gratuites, abusives et trompeuses.

En second lieu, notre rôle est d'enseigner non d'endoctriner. Ce précepte a évidemment des implications très variables suivant le contexte : le même comportement ne peut pas être retenu par les professeurs des lycées que par ceux des cycles

post-doctoraux, ni dans les déclarations destinées au grand public que dans les articles pour revues spécialisées. L'application de ce précepte pose aussi des problèmes de conscience, car bien enseigner c'est en particulier simplifier d'une façon adéquate ; la frontière avec l'endoctrinement n'est pas toujours évidente. Mais il en va ainsi de tout précepte.

2. *Les phénomènes se révèlent complexes à analyser*

Très souvent l'avancement de la réflexion théorique fait apparaître plus de complexité qu'on l'avait imaginé. Bien des théorèmes établis depuis trente ans stipulent des propriétés négatives. Bien des programmes de recherche ont été entraînés à considérer de multiples voies sans déboucher sur aucune théorie vraiment synthétique. Trois exemples illustrent cette difficulté.

De grands espoirs avaient été placés dans la théorie des jeux après la publication de l'ouvrage fameux de von Neumann et Morgenstern en 1944. On croyait y trouver le moyen de traiter de nombreuses questions en dépassant l'hypothèse commode, mais souvent irréaliste, de concurrence parfaite. Rétrospectivement, il apparaît que ceci n'était pas tout à fait faux : c'est bien grâce aux nombreux prolongements de la théorie des jeux que nous abordons aujourd'hui beaucoup de questions. Mais le foisonnement théorique ne dissimule pas une déconvenue : le traitement est moins puissant qu'on l'avait envisagé ; le concept d'équilibre est souvent incertain, la caractérisation de l'équilibre reste incomplète ; dans la plupart des cas, on s'arrête bien avant d'avoir pu établir des propriétés de statique comparée qui joueraient le même rôle que celles établies par les théories classiques pour d'autres contextes.

Devant étudier en particulier les conditions globales qui intéressent des collectivités nombreuses ainsi que les décisions publiques concernant ces collectivités, la réflexion économique doit souvent procéder par agrégation, résumant alors par quelque entité collective un vaste ensemble d'entités individuelles. Fort naturellement la logique de cette agrégation a été étudiée, et ceci dans le cadre des divers problèmes positifs ou normatifs où elle intervient. Mais la littérature scientifique à cet égard est surtout faite de théorèmes d'impossibilité établis au cours des quarante dernières années, ce qui démontre la complexité de la logique en cause et la difficulté de toute recherche visant à guider les agrégations dont les économistes ne peuvent pas se passer.

Les raisonnements économiques non formalisés admettent souvent la validité de certaines propriétés stipulant, par exemple, que tel changement aura un effet de sens spécifié sur telle grandeur. Les propriétés dont il est ainsi fait un usage courant ont été étudiées depuis plus ou moins longtemps dans la théorie formalisée. Il est alors souvent apparu qu'elles n'avaient pas la généralité qu'on leur supposait, des contre-exemples étant trouvés. Parfois la reconnaissance de cette déplaisante réalité fut pénible, comme dans les années cinquante et soixante lors de la controverse entre les deux Cambridge concernant notamment la décroissance du taux d'intérêt réel, en concurrence parfaite, en fonction d'un indicateur correctement défini de l'intensité capitalistique.

Puisque les phénomènes se révèlent ainsi complexes à analyser dans des formulations générales, on est obligé de particulariser. Mais on ne peut le faire à bon escient que sur la base d'observations montrant quels cas s'appliquent en fait. C'est pourquoi je suis convaincu que d'importants progrès de nos théories économiques, même les plus formalisées, proviendront d'un recours à des observations, parfois d'ailleurs des observations d'un type nouveau.

3. *Les progrès de l'économétrie appliquée sont laborieux*

Des économistes comme J. Tinbergen et L. Klein ne peuvent manquer d'éprouver une certaine satisfaction à constater l'abondance actuelle des travaux d'économétrie appliquée, travaux qu'ils cherchèrent à promouvoir depuis environ un demi-siècle. Bien que n'ayant pas joué le même rôle, je partage cette satisfaction. Cependant je dois aussi constater que les progrès de nos connaissances sont lents, même sur des questions factuelles dont l'importance est reconnue en économie depuis longtemps. J'évoquerai ici trois de ces questions concernant les phénomènes macroéconomiques qui retiennent mon attention.

Un déplacement du partage des revenus en faveur des salaires stimule-t-il la consommation et nuit-il à l'épargne ? Les preuves économétriques de la validité d'une réponse positive sont fortes pour les effets à court terme. En revanche et bien que ma propre réponse soit aussi positive pour les effets à moyen terme, je dois reconnaître que les résultats actuellement disponibles sont beaucoup plus ambigus à cet égard et que nombre de mes collègues raisonnent sans prendre en compte l'existence de tels effets, à laquelle ils ne croient pas.

Un changement des prix et taux de rémunération qui améliore la profitabilité des entreprises les conduit-elles à augmenter leurs investissements pour des perspectives supposées inchangées de la demande ? Malgré les nombreux travaux ayant porté sur l'économétrie de l'investissement et malgré la vraisemblance d'une réponse positive, nous avons peu de preuves économétriques en sa faveur qui puissent convaincre les sceptiques.

Quelle est l'élasticité de la demande de travail par rapport au coût du travail ? Donner une réponse pour l'élasticité à court terme et une autre pour celle à moyen terme importe vis-à-vis de nombreux sujets de la macroéconomie, notamment vis-à-vis du débat resté encore non tranché et consistant à savoir si des salaires trop élevés ont eu une responsabilité sur le chômage européen. Nous avons certes progressé dans la réponse, par exemple en éliminant les évaluations très élevées que Pigou avait cru pouvoir avancer. Mais la plage des valeurs considérées encore comme possibles par les divers économistes informés est encore bien large.

La déception devant la lenteur des progrès de nos connaissances n'est évidemment pas un motif suffisant pour l'interruption des recherches d'économétrie appliquée. Bien au contraire, la multiplication des résultats précise peu à peu nos idées même si chacun d'eux ne constitue qu'un faible apport. La source de la difficulté qui nous confronte réside dans la pauvreté des observations vis-à-vis de la complexité des phénomènes. C'est pourquoi les progrès ne doivent pas provenir

uniquement de la répétition des mêmes ajustements sur des données nouvelles, mais aussi d'un approfondissement des analyses relatives aux phénomènes concernés, ces analyses devant conduire tantôt à reprendre autrement les travaux économétriques, tantôt à mieux interpréter leurs résultats et à en mieux tirer parti.

4. *Des oppositions doctrinales subsistent*

Dans toute science les spécialistes débattent de la validité de découvertes théoriques ou empiriques récentes, parfois même de la validité de propriétés ou propositions antérieurement considérées comme acquises, mais que certains remettent en question. L'existence de débats entre économistes n'aurait donc en elle-même rien d'anormal si elle n'allait pas au-delà de ce que suppose et justifie le progrès scientifique.

Les non-économistes ont malheureusement trop souvent le sentiment que les économistes ne s'accordent pas entre eux sur ce qui devrait constituer le corps de leur discipline : le langage et les concepts, les lois des phénomènes principaux, quelques théories fondamentales, l'explication de certains faits, les effets à attendre de certains changements, etc. Ce sentiment, favorisé par le goût des médias pour le sensationnel, est exagéré, nous le savons. Il y a bien, en économie comme ailleurs, un noyau d'acquis communément acceptés. Mais la présence de ce noyau tend à être minimisée, ce qui nuit à la crédibilité de tout témoignage venant des économistes.

Ceci tient pour partie à un comportement inadéquat de la profession vis-à-vis du grand public : au lieu d'insister sur les acquis solides, les économistes préfèrent souvent s'exprimer sur des points contestables ; ils le font tantôt par manque de modestie, tantôt par souci de donner autorité à une thèse particulière. Mais il y a, à mon avis, une raison plus fondamentale pour laquelle les économistes sont souvent perçus comme des doctrinaires divisés entre eux.

Elle tient à ce que les questions économiques s'isolent souvent mal d'autres questions d'une nature différente, portant tantôt sur des comportements sociaux, tantôt sur d'éventuels conflits intérieurs ou extérieurs, tantôt sur des priorités politiques, etc. Malgré les progrès des théories économiques et de l'économétrie, on peut constater la permanence d'oppositions entre des courants doctrinaires qui concernent l'économie, mais la débordent très largement. Le libéralisme et le socialisme ne comportent pas d'abord des théories différentes sur le fonctionnement de l'économie sous divers régimes ; ils sont surtout inspirés par des philosophies sociales différentes, c'est-à-dire par des choix différents de priorités à assigner à la vie collective et par des visions différentes sur le fonctionnement spontané de l'ensemble de la société. Les débats entre économistes restent le plus souvent aisés à comprendre et sereins tant qu'ils ne sont pas perçus comme interférant avec ces oppositions doctrinales plus générales, une interférence que les protagonistes tentent habituellement d'estomper, au moins dans leur écrits, mais qui complique l'argumentaire et la reconnaissance des points d'accord.

5. *La science économique reste isolée*

Le vaste ensemble des sciences de la nature et de la vie apparaît aujourd'hui comme bien intégré, avec de nombreuses interfaces entre sciences et même des branches importantes et actives précisément à ces interfaces ; le dialogue entre savants de disciplines voisines est souvent direct, approfondi et fructueux. À l'intérieur des sciences sociales et humaines, l'économie n'est pas dans la même situation ; alors qu'elle a à considérer des questions qui débordent sur la sociologie ou la science politique, elle n'en reçoit quasiment aucune aide utile. L'isolement de l'économie concerne d'ailleurs aussi ses rapports avec les sciences de la nature, qui se révèlent à peu près incapables d'aboutir à une compréhension quelque peu synthétique du progrès technique.

Au cours des trente dernières années, de nombreux économistes se sont intéressés aux frontières de l'économie, tantôt pour les franchir hardiment sans se sentir dès lors contraints par aucune exigence de rigueur scientifique, tantôt pour les faire reculer en étendant le champ des phénomènes soumis à l'analyse économique. Seul ce second mouvement nous intéresse ici. Or j'ai le sentiment non seulement qu'il oblige souvent à accuser le caractère de « science molle » que l'économie a déjà par ailleurs, mais surtout que, malgré l'intérêt des résultats obtenus, il ne suffit pas à faire disparaître notre isolement et à résorber les « no man's lands » qui nous entourent.

Que notre réponse soit sollicitée sur des questions non purement économiques, ainsi que je l'ai suggéré précédemment, nous place alors dans une situation inconfortable où nous devons assumer une responsabilité pour laquelle nous sommes mal préparés. C'est ici qu'une déontologie devrait régler notre comportement : ni le refus de réponse ni le recours aveugle à notre doctrine favorite ne conviennent. Comme d'autres savants du monde moderne, nous, économistes, avons une responsabilité scientifique dont l'exercice pose parfois des problèmes délicats.

Permettez-moi de terminer sur cette note. Elle complète, je l'espère, ce qu'il convient de dire aujourd'hui à propos de la vocation éducative du Département des sciences économiques, dont nous souhaitons la réussite au cours des années et décennies futures.